

Les problèmes de consolidation de l'influence soviétique en Afrique

DEPUIS la crise angolaise de 1975-76, l'équation générale des rapports soviéto-américains en Afrique ne s'est pas fondamentalement modifiée. L'URSS continue d'exercer ses *fonctions d'alliance* (diplomatique et surtout militaire) auprès de régimes soumis au double impératif de consolidation de leur souveraineté nationale et d'élargissement de leur base politique interne. Les États-Unis, pour leur part, misent essentiellement sur leur *capacité d'arbitrage* entre régimes blancs et États de la ligne de front pour exclure l'URSS des règlements des conflits d'Afrique australe.

Pourtant, si les fonctions globales d'intervention des « Deux Grands » restent identiques, leurs modalités d'exercice, tributaires à la fois de l'état général des rapports Est-Ouest et des contraintes africaines, ont sensiblement évolué. Depuis maintenant deux ans, se dessinent les contours d'une importante action américaine en Afrique où l'administration Reagan cherche à étendre son fameux « *consensus stratégique* ». Les contradictions régionales devenant secondaires par rapport à l'impératif de contrôle de la puissance soviétique, les États-Unis ont été conduits à réhabiliter la République sud-africaine au sein du groupe de leurs « *alliés historiques* ». Il faut cependant bien voir que ce retour à une politique plus globale n'a rigoureusement rien à voir avec le « *benign neglect* », au demeurant fort ambigu, de l'administration Nixon. Plus que jamais, les Américains s'affirment comme un acteur majeur du jeu africain. Dans les deux conflits les plus sensibles de l'Afrique, (Namibie, Corne) ils sont perçus localement comme le chef de file de l'Occident. Ce retour au globalisme ne signifie pas non plus que les États-Unis méconnaissent la réalité des rapports de force sur le continent. Bien au contraire, l'idée centrale de l'administration Reagan s'appuie sur l'idée selon laquelle la capacité de marchandage (« *bargaining power* ») des États africains est

affaiblié compte tenu de l'exacerbation des contradictions inter-africaines et de la vulnérabilité économique croissante de la plupart d'entre eux.

Aux prises avec une crise économique et financière grave, ainsi qu'avec une agitation politique préoccupante, un pays comme le Nigeria est moins que jamais disposé à utiliser l'arme du pétrole contre les États-Unis. Quoi qu'on en dise, la « banalisation » des rapports américano-nigériens est à l'ordre du jour, d'autant que la dépendance pétrolière américaine est amenée à s'atténuer. Cette vulnérabilité n'affecte bien entendu pas le seul Nigeria. L'Angola, soumis à la pression militaire de l'UNITA et de la RSA (République sud-africaine), confronté à la désorganisation de son économie ainsi qu'à la baisse de ses recettes pétrolières, se trouve aujourd'hui contraint de rechercher auprès des banques américaines des financements à long terme, qu'il avait jusqu'à présent refusés pour des raisons de doctrine politique (1).

Tirant opportunément avantage de la vulnérabilité des États africains, la diplomatie américaine n'en demeure pas moins réaliste dans l'évaluation des contraintes qu'elle rencontre. Ceci est particulièrement sensible dans la Corne où, contre toute attente, son action apparaît bien prudente. Il est par exemple assez frappant de constater combien le discours officiel américain, riche en références sur la présence cubaine en Angola, s'attarde peu sur la présence de ces mêmes forces en Éthiopie. Alors que le renforcement du potentiel militaire de la Somalie aurait dû logiquement revêtir un aspect prioritaire dans la perspective d'un engagement dans le Golfe, les livraisons de batteries anti-aériennes et d'un réseau d'alerte électronique prévues par l'accord d'août 1980 (cf. *Politique Africaine*, mai 1981, p. 69-73) sont effectuées sans empressement (2). Malgré le déploiement, en novembre dernier, de 350 « marines » lors de l'opération « *Bright Star* » la réfection et l'extension des facilités de Berbera apparaissent moins urgentes que l'accroissement des capacités de « *prépositionnement* » à Diego Garcia. À l'évidence, les États-Unis craignent de voir un acteur régional les entraîner dans un conflit où ils auraient tout à perdre.

Cette présentation sommaire de l'intensification (modulée) de l'action américaine en Afrique resterait incomplète si on ne mentionnait pas sa dimension anti-libyenne, au Tchad notamment, ou la « récupération politique » du régime libérien. On ne saurait, enfin, sous-estimer la portée de l'action économique des États-Unis auprès de trois États d'Afrique de l'Ouest : le Nigeria, la Côte-d'Ivoire et le Cameroun. Dans ces deux derniers pays, l'objectif manifeste des États-Unis est de contester sérieusement la prééminence des intérêts français, notamment dans le secteur pétrolier et, surtout, dans celui de l'agro-alimentaire.

Face à ce qu'ils appellent la volonté des États-Unis « *d'étendre à l'Afrique la sphère de leurs soi-disant intérêts vitaux* », les

(1) *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, 7 mai 1982, p. 1231.

(2) *Christian Science Monitor*, 12 mars 1982.

Soviétiques se trouvent aujourd'hui dans une situation plus difficile. Reconnaisant que la crise angolaise de 1975 avait ouvert la voie à l'amélioration de leurs positions diplomatiques internationales (3), ils admettent aujourd'hui que la priorité va à la consolidation de leurs acquis menacés : « À l'étape actuelle de la lutte des deux systèmes et du développement du mouvement de libération mondial, la stratégie impérialiste tend essentiellement à rompre ou au moins à affaiblir les liens entre la communauté socialiste et les forces de libération nationale (4). »

Cet impératif les conduit à agir sur quatre plans :

a) *Aider à la consolidation des alliés politiques*

La place exacte que certains alliés de choix pourraient occuper au sein d'un camp socialiste élargi n'est probablement pas définie dans l'esprit des dirigeants soviétiques. On voit du reste assez mal comment un tel « *master plan* » pourrait intégrer la diversité des situations et le poids des contraintes locales. Ceci étant, dans le débat soviétique scientifique ou para-scientifique, le problème de la consolidation de l'influence soviétique dans ces pays est clairement posé. On peut grossièrement déceler dans la réflexion soviétique deux axes d'analyse dialectiquement reliés. Le premier concerne la possible conversion au marxisme-léninisme de certains régimes tandis que le second porte sur l'étude des facteurs qui rendent de telles expériences fragiles et les reculs difficilement évitables :

« La logique de la polarisation sociale et du progrès social dans les pays en développement est telle que les reculs sont un sous-produit du développement progressiste (...). De nombreuses difficultés d'un genre nouveau surgissent. Elles sont inhérentes à l'étape supérieure qualitativement nouvelle de l'avènement des forces de libération nationale et sociale (5). »

Parmi les facteurs d'évolution en Afrique, les Soviétiques retiennent la radicalisation des orientations doctrinales des pays à « *orientation socialiste* ». Même si l'on peut s'interroger sur la pertinence de l'analyse des Soviétiques, il est utile de voir que les États d'Afrique noire occupent une place grandissante non seulement au sein des pays à orientation socialiste, mais également dans le sous-groupe des pays dirigés par des « *partis révolutionnaires, démocratiques d'avant-garde des travailleurs* ». Dans la terminologie soviétique, cette dernière classification regroupe l'ensemble des partis au pouvoir, qui agissent comme substituts fonction-

(3) A. Gromyko, « La politique extérieure léniniste dans le monde actuel », *Kommunist* (1), 1981 (reproduit in *Nouvelles de Moscou*, supplément au n° 6, 1981).

(4) K. Broutents, « Une grande force

de notre temps », *La Vie internationale* (3), mars 1981, p. 91.

(5) G. Kim, « Le mouvement de libération nationale à l'étape présente », *La Vie internationale*, (4), avril 1981, p. 33.

nels des Partis communistes et situent de ce fait leurs pays respectifs sur le flanc gauche de l'orientation socialiste (6).

Bien qu'à notre connaissance aucune liste nominative exhaustive n'ait été produite par les Soviétiques, on trouve dans cette catégorie, mentionnés de façon récurrente, des pays comme l'Angola, le Mozambique, le Congo et l'Éthiopie. La liste de ces États, à laquelle il faudrait joindre en dehors de l'Afrique le Sud-Yemen, n'est en aucun cas arbitraire. Ces quatre pays sont nominale-ment dirigés par des partis marxistes-léninistes. Ils sont également tous signataires de traités d'amitié et de coopération avec l'URSS. Ils recherchent tous leur adhésion au sein du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle), au sein duquel ils disposent en attendant du statut d'observateur (Congo excepté).

La cohérence apparente de ces éléments préfigure-t-elle l'intégration de ces États au sein du camp socialiste ? Si à court terme cette perspective apparaît peu envisageable, la question ne peut plus être éludée. Même s'ils le font avec prudence, les auteurs soviétiques les plus sérieux entrevoient à plus ou moins long terme une telle possibilité :

« Il faut donc s'attendre à l'accroissement du rôle des États qui, à l'heure actuelle, se situent sur le flanc gauche de l'orientation socialiste. Au fur et à mesure du renforcement des positions des partis d'avant-garde des travailleurs, de leur transformation en véritables partis marxistes-léninistes, ces pays peuvent s'approcher tout près de l'intégration directe avec le système socialiste mondial (7). »

On pourrait certes assez facilement mettre une telle analyse sur le compte du traditionnel « *wishful thinking* » des Soviétiques à l'égard du Tiers monde. Cette objection n'apparaît pas recevable : ce qui rend crédibles ces projections sur l'avenir, c'est qu'elles sont justement accompagnées d'une sérieuse évaluation des difficultés qu'un tel processus rencontre dès à présent. Les Soviétiques n'hésitent tout d'abord pas à reconnaître que les processus de transformation socio-politiques sont fondamentalement liés à des « *facteurs subjectifs* », c'est-à-dire à l'existence d'une élite politiquement consciente (8). Compte tenu du faible niveau des forces productives, de l'importance marginale de la classe ouvrière, de la persistance des traditions et plus généralement du décalage entre l'idéologie des dirigeants et celle de la base, les Soviétiques n'excluent pas l'« *instabilité du processus révolutionnaire et l'éventualité de reculs et de marches à rebours* » (9). N'ignorant pas, d'autre part, que la revendication marxiste-léniniste peut relever davantage du discours de légitimation que

(6) A. Kiva, « Orientation socialiste : théorie et pratique », *Sciences sociales* (2), 1978, p. 134.

(7) G. Kim, *art. cit.* p. 34.

(8) N. Kossoukhine, « La démocratie révolutionnaire, idéologie et politique », *Sciences Sociales* (4), 1979, p. 56.

(9) G. Kim, *art. cit.*, p. 36.

de l'engagement politique réel, ils craignent, en Angola par exemple, que la faiblesse du travail idéologique, alliée à une certaine précipitation, ne conduisent à une rupture entre « *l'avant-garde et sa base sociale* » (10). En Éthiopie, par contre, ils déplorent la lenteur avec laquelle le COPTE (Comité d'organisation du parti des travailleurs éthiopiens) tend à se transformer en réel parti d'avant-garde.

Même s'ils le posent en des termes différents, les Soviétiques s'interrogent bel et bien sur la solidité de leurs gains. Ce qu'ils occultent, en revanche, c'est le « *transfert de technologie du pouvoir* » militaro-policier qu'ils effectuent directement ou indirectement (par la RDA) pour assurer la sécurité de certains régimes. Même si cette dimension n'est pas la plus déterminante dans les rapports soviéto-africains, elle ne saurait être « pudiquement » ignorée. Le fait que des régimes sérieusement contestés aient trouvé (Guinée-équatoriale, Ouganda) ou trouvent (Mali, Madagascar) auprès d'elle un appui militaro-policier pour assurer leur survie politique apparaît difficilement contestable. Le fait également que l'URSS recherche systématiquement des facilités militaires auprès de ses alliés est indéniable, même si son discours officiel répète imperturbablement le contraire.

b) *Affirmer sa présence dans les règlements des conflits*

C'est en Afrique australe que l'URSS nourrit actuellement les plus grandes inquiétudes. Malgré le développement de ses liens avec la Zambie et le Botswana (par le biais de récentes ventes d'armes) et l'influence déterminante dont elle jouit auprès de la SWAPO, de l'ANC et du Parti communiste sud-africain, l'Union soviétique craint par dessus tout le succès des pressions américaines sur l'Angola.

Ils craignent qu'en contrepartie d'un engagement formel des États-Unis à ne pas soutenir l'UNITA (la levée de l'amendement Clark demeure bloquée par la Chambre des représentants), les dirigeants angolais (et notamment le président Dos Santos et Paolo Jorge) soient disposés à payer le prix d'une normalisation avec Washington. La tenue à Paris, en janvier et mars derniers, de deux « *rounds* » serrés de négociations bilatérales en est un signe. Pour des raisons qui lui sont propres, Cuba semble également rechercher, tant en Amérique centrale qu'en Afrique, un *modus vivendi* avec Washington. Là encore, les entretiens exploratoires Haig-Raphaël Rodriguez à Mexico et les discussions plus approfondies entre l'ambassadeur Walters et Castro attestent de la volonté des différentes parties de rechercher des arrangements, quelle que puisse être par ailleurs la véhémence du discours public.

Il faut également voir que, depuis un an, les États-Unis ont partiellement réussi à modifier à leur avantage les règles d'arbitrage du conflit namibien, et ceci de trois façons :

(10) N. Kossoukhine, « La diffusion. Afrique », *l'Afrique et l'Asie aujourd'hui* des idées du socialisme scientifique en (6), novembre-décembre 1981, p. 6.

- Ils ont renoncé à exercer de fortes pressions politiques, morales ou économiques sur Pretoria, ce qui revient indirectement à l'inciter à accroître sa pression militaire sur la SWAPO et l'Angola.

- Ils incitent Luanda à pousser la SWAPO à composer en échange de leur engagement actif en faveur d'un règlement négocié du conflit:

- Ils s'efforcent d'obtenir de l'Angola un engagement sur le retrait des forces cubaines en échange de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

L'URSS qui aurait donc pu attendre de la polarisation des rapports Est-Ouest un renforcement de ses rapports avec Luanda, est confrontée à une perspective différente. Lors de l'important voyage de Lucio Lara à Moscou, en janvier dernier, N. Tikhonov n'a pas manqué de laisser percer les inquiétudes de son pays : « *L'objectif de ce complot est clair : il a pour but d'intimider le peuple du jeune État pour qu'il retourne dans la sphère d'influence impérialiste et renonce à soutenir la juste lutte du peuple de Namibie* (11). »

Même si l'on n'est pas en mesure d'apprécier la réalité des assurances données par Luanda, il apparaît clairement que l'engagement des Soviétiques à renforcer leur assistance militaire et à intensifier leur engagement économique obéit à la volonté de maintenir leurs positions en Angola (12).

Dans le conflit tchadien, l'URSS s'est résolument opposée à l'envoi de la force interafricaine de l'OUA, assimilée à un instrument de manipulation entre les mains des États-Unis et de la France (13). Tous les pays qui y participent sont attaqués, y compris le Nigeria, loué jusque là pour sa politique extérieure réaliste. Par son attitude l'URSS prend clairement position en faveur des thèses libyennes. Mais dans les espaces conflictuels africains, c'est en fin de compte en Éthiopie que ses positions apparaissent les plus solides. L'échec de l'opération « Étoile Rouge » en Érythrée rend le régime d'Addis Abeba plus que jamais tributaire de l'appui militaire soviétique. De l'autre côté, la pression militaire de la Somalie apparaît trop faible pour menacer sérieusement le régime du colonel Mengistu.

c) Mobiliser les soutiens diplomatiques

La recherche d'appuis dans le Tiers monde pour la défense de ses intérêts globaux est un des objectifs permanents de la politique extérieure de l'URSS depuis 1956. Dans les phases de détente internationale, elle doit veiller à ce que les attentes individuelles

(11) *Pravda*, 31 janvier 1982, cité in *Current Digest of Soviet Press* (CDSP), Vol. XXXIV (3), p. 14.

(12) « *La signature du nouveau programme soviéto-anglais n'aidera pas seulement la jeune république dans la solution des problèmes économiques. Il lui permet-*

tra aussi de renforcer ses positions internationales. » L. Skuratov, « URSS-Angola : Distance no Hindrance to friendship », *New Times* (5), 1982, p. 9.

(13) L. Skuratov, « Operation Multinational Force », *New Times* (7), 1982, p. 12.

ou collectives des États de cette région ne viennent pas interférer avec la poursuite de son dialogue global avec les États-Unis. Par contre, dans les situations de tension, elle doit éviter que ces mêmes États n'entrevoient la maximisation de leurs objectifs qu'en s'écartant ostensiblement du débat Est-Ouest.

Depuis l'invasion de l'Afghanistan, le piétinement des négociations stratégiques ou le renforcement de la présence américaine dans l'océan Indien et le golfe Persique, l'URSS multiplie les initiatives pour compter ses forces dans le Tiers monde. À la conférence de Berlin tenue en octobre 1980 sur le thème significatif de « *la lutte commune du mouvement ouvrier et du mouvement de libération nationale pour l'indépendance et le progrès social* », elle est parvenue à mobiliser autour de ses préoccupations du moment une vingtaine de pays du Tiers monde dont la liste correspond *grosso modo* aux pays « *à orientation socialiste* » (14). Cet alignement diplomatique est principalement recherché auprès des États à qui la lient des traités d'amitié et de coopération et qui s'avèrent tous en Afrique se réclamer du « *marxisme-léninisme* » (15). Même si, comme on le verra, les Soviétiques sont loin d'avaliser idéologiquement tous les processus politiques se réclamant du socialisme scientifique, la nécessité de veiller à la cohérence apparente entre les options politiques internes de leurs alliés et leur comportement diplomatique est pour eux une constante de leur politique extérieure. À l'ONU, lors du dernier vote sur la question afghane, six des vingt-deux votes favorables à l'URSS émanèrent d'Afrique noire (16). Rapportée aux vingt-sept autres votes africains qui lui ont été défavorables, la performance diplomatique de l'URSS auprès de l'Afrique peut sembler médiocre. D'autant plus que des pays comme le Bénin, qui se réclame du socialisme scientifique, ou comme le Congo, qui en signant en 1981 un traité d'amitié et de coopération avec Moscou avait avalisé l'invasion de l'Afghanistan (17), ont préféré se réfugier dans l'abstention. Mais, compte tenu du nombre restreint d'appuis que l'URSS a pu trouver, ces votes africains ont été déterminants puisqu'ils ont représenté la moitié de l'ensemble de ses soutiens dans le Tiers monde non communiste.

Cette mobilisation des alliés face aux États-Unis dépasse aujourd'hui les problèmes diplomatico-stratégiques pour s'étendre au champ des relations économiques internationales. Déplorant l'indifférence des pays en développement à propos de la restriction des exportations de « *produits stratégiques* » occidentaux vers l'URSS, cette dernière souhaite désormais intégrer ce problème dans le cadre du dialogue Nord-Sud :

(14) K. Broutents, « Une grande force de notre temps », *La vie internationale* (3), mars 1981, p. 84-85.

(15) Il s'agit de l'Angola (1976), du Mozambique (1977), de l'Éthiopie (1978) et du Congo (1981).

(16) Angola, Mozambique, Éthiopie, Seychelles, Madagascar, Sao Tomé et Príncipe.

(17) « *L'Union soviétique et la République populaire du Congo se déclarent pleinement solidaires de la République démocratique d'Afghanistan dans sa lutte révolutionnaire* », *Pravda*, 18 mai 1981 (reproduit in *Nouvelles de Moscou*, supplément au n° 22, 1981, p. 3).

« On ne peut pas limiter la restructuration (des rapports Nord-Sud) aux relations qui existent dans l'économie capitaliste mondiale entre le centre et la périphérie, quelle que soit l'importance de ce problème. Il est un autre problème que l'histoire ne permet pas d'ignorer. Il s'agit de la discrimination pratiquée par les États-Unis et une série d'autres pays capitalistes évolués à l'égard de l'Union soviétique (...). Renoncer à ces pratiques aiderait à démocratiser les relations dans l'économie capitaliste mondiale et augmenterait les possibilités économiques des pays en voie de développement (18). »

d) *Tenter de répondre aux attentes économiques*

Bien qu'occupant une place encore marginale dans l'ensemble des rapports soviéto-africains, la dimension économique de ces relations est amenée à devenir l'une des composantes essentielles de l'action soviétique en Afrique. En effet, malgré un engagement moins négatif qu'on ne pourrait le croire, force est de constater que c'est dans ce secteur que les performances de l'URSS ont été les plus médiocres. Et si, depuis 1975, elle a privilégié l'usage de l'outil militaire comme moyen d'action et source d'influence, il lui sera de plus en plus difficile d'échapper à ses responsabilités économiques face à des attentes africaines croissantes. Celles-ci se manifestent de deux façons. La première émane de ses quatre alliés privilégiés à qui la recherche d'une adhésion au CAEM permettrait de bénéficier d'une aide accrue comparable à celle dont jouissent des pays comme le Vietnam ou Cuba. Pour l'URSS, les avantages d'une telle intégration sont évidents : elle hâterait l'intégration politique de ces États dans le camp socialiste en réduisant leurs liens économiques avec l'Occident, et faciliterait la planification de l'approvisionnement en matières premières de tout le CAEM. Elle a cependant jusqu'à présent rejeté toutes les demandes d'adhésion pour au moins deux raisons. La première tient très probablement à l'insuffisance des garanties dont elle dispose sur l'avenir politique de ces pays. La seconde s'explique par la faiblesse des avantages économiques qu'elle pourrait retirer à court terme de telles adhésions alors que les mécanismes d'assistance et de subvention aux nouveaux membres joueraient immédiatement (19).

Mais la marge de manœuvre politico-économique des Soviétiques demeure néanmoins étroite. Elle ne peut pas à la fois dissuader Angolais et Mozambicains d'adhérer à la convention ACP/CEE sous prétexte qu'une telle association ne ferait que les

(18) E. Primakov, « La place des pays décolonisés dans l'économie mondiale ». (A propos de certains problèmes), *MEMO* (3), 1982 (reproduit in *Nouvelles de Moscou*, supplément au n° 16, 1982, p. 7).

(19) W. Shoeller, « Determinants of

Economic cooperation between CMEA countries and underdeveloped countries. Demonstrated on the case of Mozambique, « *International Conference on Law and Economy in Africa (ICOLEA)*, 15-20 février 1982, Ile-Ife, Nigeria, p. 15.

lier davantage à l'économie mondiale (20), et limiter son aide. Elle semble pour le moment rechercher une voie moyenne fondée sur l'accroissement sélectif de ses engagements, la mise en place de structures permanentes de coopération économique, et la planification quinquennale de ces relations économiques et commerciales. Enfin, pour accroître l'efficacité de son action et surtout limiter les coûts de son intervention, elle est amenée à rechercher des formules de coopération avec des sociétés occidentales (21). C'est en tout cas ce qui ressort très nettement de l'évolution la plus récente des rapports économiques soviéto-angolais (22).

Au-delà du groupe de ses alliés politiques, les attentes africaines tendent à se cristalliser autour du débat qui entoure le dialogue Nord-Sud. Dans l'ébauche d'une restructuration des rapports économiques internationaux, les Soviétiques appréhendent de se trouver coupés de leurs alliés dans le Tiers monde, d'autant qu'à leurs yeux, « l'extension des liens économiques avec les pays socialistes n'implique nullement la nécessité pour les pays d'orientation socialiste de sortir du système de la division internationale du travail ou de rompre les liens économiques extérieurs avec les pays capitalistes développés (23) ».

De façon plus générale, ils s'inquiètent de tout ce qui pourrait d'une façon ou d'une autre atténuer la polarisation économique-politique des rapports Est-Ouest (24).

Enfin, l'URSS apparaît mal à l'aise pour justifier la faiblesse de son engagement économique. Elle invoque rituellement son absence de responsabilité historique dans le sous-développement du Tiers monde. Elle insiste également sur la valeur qualitative de son aide, tout en reconnaissant que la vocation première de celle-ci est bien de favoriser les exportations soviétiques (25).

La mise en évidence de ces quelques éléments n'épuise bien évidemment pas l'ensemble des données sur les relations soviéto-africaines. Elle n'annule pas non plus un fait essentiel : celui de la progression soviétique sur le continent africain. Elle souligne seulement que l'URSS est désormais confrontée à la « gestion » de gains acquis jusqu'à présent au moindre coût.

(20) A. Kiva, « L'impérialisme et les pays à orientation socialiste ». *L'Afrique et l'Asie aujourd'hui* (6), nov.-déc. 1980, p. 5.

(21) « URSS-Afrique, un modèle de coopération », *Nouvelles de Moscou* (50), 1981, p. 7.

(22) L'URSS se serait engagée à octroyer à l'Angola à des conditions favorables, d'ici à 1990, un prêt de deux milliards de dollars pour la réalisation de différents projets (raffinerie, barrages) auxquels seraient associées des sociétés portugaises, brésiliennes et japonaises. *AFP Bulletin Quotidien d'Afrique*, 29 janvier 1982.

(23) N. Simonia, « Les problèmes du développement des pays libérés », *La Vie internationale* (5) 1982, p. 92.

(24) Il est intéressant de voir que les chercheurs soviétiques analysent de plus en plus les rapports entre les pays capitalistes et les pays en développement en termes de « dépendance asymétrique » plutôt qu'en termes de « dépendance unilatérale ». cf. Viktor, Cheinis, « Différenciation socio-économique des pays en voie de développement », *Sciences Sociales* (2), 1980, p. 140.

(25) A. Tchekhoutov, « Les pays socialistes et les pays émancipés : rapports financiers », *Sciences Sociales* (2), 1982, p. 175.